

L'argument démographique

Population et histoire politique au 20^e siècle

Paul-André Rosental

La politique des populations est devenue, depuis une vingtaine d'années, un objet courant de l'historiographie du 20^e siècle, en France comme à l'étranger. Cet intérêt résulte d'une conjonction historiographique et politique qui s'est mise en place dans les années 1980. La crise de l'histoire quantitative invitait alors à repenser par d'autres biais l'objet « population », qui depuis l'après-guerre était passé sous la domination hégémonique voire exclusive de la démographie historique. La réception de l'œuvre de Michel Foucault, la diffusion des approches « déconstructionnistes », puis l'expansion des *science studies* permettaient d'historiciser les savoirs et méthodes démographiques ainsi que les conditions de leur usage, en liaison avec un intérêt général pour l'histoire de la statistique. Sur un plan idéologique enfin, et dans beaucoup de pays, le recul chronologique et la relève des générations rendaient possible l'ouverture d'un débat critique – dénonciateur parfois – sur le rôle des sciences de la population dans les grandes entreprises totalitaires, impérialistes ou colonialistes de la première moitié du siècle, ainsi que dans leurs nombreuses applications nationalistes, racistes et eugénistes. En France, ils prenaient place au moment où s'effectuait enfin un retour sur le passé vichyste, et les marques qu'il avait imprimées à la république.

L'ensemble de ces évolutions convergeaient pour aborder les politiques de population comme un outil de contrôle et de puissance, en réaction sans doute avec les attendus d'une discipline, la démographie, qui avait tendu, depuis l'entre-deux-guerres, à naturaliser et dépolitiser son objet par une approche teintée de biologisme. Que l'époque moderne ait été jusque-là le terrain par excellence de la démographie historique favorisait cet angle d'approche. En voyant dans la population une variable décisive de la richesse et de la puissance des royaumes, en proposant pour l'objectiver des dénombrements de toute nature, l'arithmétique politique du temps de l'absolutisme initiait des filiations que les historiens étaient bien placés pour retracer ¹.

(1) Jean-Claude Perrot, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique, XVII^e-XVIII^e siècle*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1992 ; Éric Brian, *La Mesure de l'État. Administrateurs et géomètres au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994 ; Andrea Rusnock et Vital Accoutts, *Quantifying Health and Population in Eighteenth-Century England and France*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; Lars Behrisch (dir.), *Vermessen, Zählen, Berechnen. Die politische Ordnung des Raums im 18. Jahrhundert*, Francfort, Campus, 2006 ; et, pour le 19^e siècle, Libby Schweber, *Disciplining Statistics : Demography and Vital Statistics in France and England, 1830-1885*, Durham, Duke University Press, 2006.

À l'issue de deux décennies de travaux, on peut considérer, dans une large mesure, que nombre des objectifs posés par cette orientation initiale ont été atteints. Le voile est levé sur l'impensé de la discipline démographique et de ses applications dans le domaine des politiques publiques. La genèse du « sens commun démographique » du monde contemporain est de mieux en mieux connue, qu'il s'agisse des grandes théories, des outils méthodologiques, des catégories de segmentation des populations, et des idéologies qui ont orienté sa genèse, son développement et ses usages. Un préalable est en quelque sorte désormais posé, incitant plutôt, aujourd'hui, à identifier et à encourager de nouveaux axes de recherche, situés à la bordure du savoir constitué depuis deux décennies. Le présent volume, sans prétendre à l'exhaustivité, permet de jeter des jalons dans cette direction, en rassemblant des articles qui mettent en évidence trois grands axes de réflexion ¹.

Plasticité et usages de l'argument démographique

Le premier – qui donne tout son sens à la publication de ce dossier dans le cadre de la revue *Vingtième Siècle* – concerne l'intégration des recherches sur les politiques de population dans une histoire politique entendue au sens large. Si les travaux menés jusqu'ici ont par définition insisté sur la dimension politique de l'action sur les populations, ils ont volontiers tendu à la cantonner dans un registre prédéfini et relativement circonscrit. En traitant de manière segmentée les politiques relatives, respectivement, à la natalité, à la mortalité, aux migrations ou encore à la famille, beaucoup d'historiens ont perpétué, malgré l'importance de leurs travaux, la relative autonomie de l'objet population, et du même coup son maintien à l'écart de l'historiographie générale. La cause en est peut-être, paradoxalement, l'attention trop unilatéralement portée aux liens entre population et politiques de puissance : aborder exclusivement la démographie comme un souci et un attribut naturels de la souveraineté depuis l'époque moderne revenait à en faire un domaine évident de l'action publique, aux contours et aux enjeux donnés d'avance.

Que l'historiographie, et notamment l'histoire sociale, des vingt dernières années, se soit développée sous le signe de la redécouverte du rôle de l'État, ne pouvait qu'encourager cette tendance. Y a contribué également le poids d'une histoire des idées entendue dans son acception la plus figée et la plus essentialiste.

(1) À maints égards, cette introduction et ce volume prolongent et étendent les propositions avancées dans le numéro thématique « Histoire politique des populations » des *Annales HSS*, 62 (1), janvier-février 2006. Je me permets de renvoyer à cette publication pour une présentation et des références historiographiques détaillées, afin de privilégier ici la formulation d'orientations de recherche. Pour des ouvrages de synthèse sur les politiques de population au 20^e siècle, on peut renvoyer à Maria Sophia Quine, *Population Politics in Twentieth-Century Europe : Fascist Dictatorships and Liberal Democracies*, Londres, Routledge, 1996 ; et à Amir Weiner, *Landscaping the Human Garden : Twentieth-Century Population Management in a Comparative Framework*, Stanford, Stanford University Press, 2003.

Lorsque, dans les années 1980, l'histoire des politiques de population a entamé son développement, elle héritait d'un cadre typologique rigide, consistant à classer politiques et idées selon qu'elles étaient d'inspiration nataliste, populationniste, familialiste, eugéniste, ou autre... Volontiers placé au service de visions finalistes, triomphalistes d'abord puis, dans un second temps, dénonciatrices, il a réduit la circulation des idées à un jeu mécanique d'« influences » et de « transmissions », en perdant de vue leur plasticité, leur capacité à se charger de contenus hétérogènes selon les situations politiques effectives, à s'articuler de manière *a priori* contradictoires avec des théories apparemment concurrentes.

L'incompatibilité supposée entre natalisme et eugénisme, qui exerce encore ses effets sur l'historiographie des politiques de population françaises, en offre un bon exemple. Le premier, théorie de la quantité, serait l'apanage des pays catholiques ; le second, théorie de la qualité, le monopole des nations protestantes ; et surtout ces deux approches seraient inconciliables. Une telle dichotomie se heurte à tous les problèmes que suscite une histoire idéaliste et classificatoire des idées. Outre que l'évidence dont elle se réclame repose implicitement sur un jugement de valeur dépréciatif quant à l'effet du nombre, elle traite les idées comme des réalités figées, qui feraient sens hors contexte, en les présentant du même coup comme clivées par des cloisonnements logiques insurmontables. Or, une part essentielle des innovations conceptuelles consiste précisément à formuler et articuler différemment des notions jusqu'alors dissociées, selon un travail de reconfiguration qui ne repose pas sur la méditation d'un esprit en surplomb du monde, mais sur une mobilisation en situation, dont le produit est nécessairement fluide et mouvant. Ainsi l'article d'Andrés Reggiani et Hernán González Bollo montre dans le détail comment les élites argentines des années 1920 et 1930, toutes catholiques qu'elles fussent¹, n'ont eu aucun mal à combiner souci du nombre des naissances et inquiétudes sur la « qualité de la population ». Il est vrai que l'opération suppose là encore d'abandonner l'histoire idéaliste des idées, pour identifier les espaces sociaux « inédits » et les applications politiques où l'eugénisme a trouvé à s'incarner de manière moins spectaculaire : plus seulement les médecins et généticiens mais aussi les avocats et les économistes, plus seulement les sociétés d'eugénisme mais aussi celles qui se consacraient à la biotypologie, plus seulement les stérilisations mais également l'orientation scolaire. De l'Italie à la Roumanie en passant par la France et l'Amérique du Sud, l'étude de la sensibilité qui, dans l'entre-deux-guerres, se qualifiait elle-même d'« eugénisme latin »,

(1) Sur le lien entre catholicisme et eugénisme, voir aussi le livre d'Andrés Reggiani, *God's Eugenecist : Alexis Carrel and the Sociobiology of Decline*, Berghahn Books, New York, 2007 ; Donald J. Dietrich, « Catholic Eugenics in Germany, 1920-1945 : Hermann Muckermann, S.J. and Joseph Mayer », *Journal of Church and State*, 34 (3), 1992 ; Ingrid Richter, *Katholizismus und Eugenik in der Weimarer Republik und im Dritten Reich : Zwischen Sittlichkeitsreform und Rassenhygiene*, Paderborn, Schöningh, 2001.

suppose de nos jours le déplacement vers des manières plus diffuses, plus diversifiées, moins sensationnelles, mais tout aussi structurantes, de traiter de la « qualité de la population ».

De ce travail de reformulation idéologique en situation, et de l'importance historique qu'il peut revêtir, l'article d'Örjan Appelqvist donne une illustration détaillée, à propos d'un moment décisif, puisqu'il concerne la fondation du « modèle suédois » de social-démocratie dans les années 1930¹. À cette date, l'approche dominante de la population en Suède est de nature nataliste, eugéniste et racialisante, non sans écho avec la domination culturelle de l'Allemagne. Örjan Appelqvist étudie comment le couple Myrdal, emblème de la réforme sociale dans son pays, reprend l'ensemble de ces hantises tout en leur donnant une réponse originale, en tentant de concilier trois positionnements *a priori* incompatibles : reconnaître la baisse de la natalité comme un problème collectif national, en allant contre le néomalthusianisme du mouvement ouvrier ; prendre en compte la « qualité » de la population tout en la déplaçant du biologique vers le social (conditions de vie) et en lui substituant le terme de « développement » ; et enfin favoriser une approche plus libérale sur le plan individuel, insistant sur le droit des familles, et plus particulièrement des femmes, à l'épanouissement. Ces deux premières dimensions vont s'imposer à la faveur de la recomposition politique que connaît la Suède au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La troisième devra attendre les années 1960, symboliquement marquées par l'accès d'Alva Myrdal à des responsabilités ministérielles. Il convient, en même temps, de se défier d'une vision trop optimiste ou trop finaliste. L'approche des Myrdal, loin de marquer l'entrée unilatérale dans la « modernité » qui serait celle de la sensibilité contemporaine, conserve pour nous sa part d'étrangeté : elle continue notamment à légitimer les stérilisations forcées, non plus au nom de l'eugénisme ou du racisme certes, mais en vertu des devoirs imposés par une « parentalité volontaire et responsable »...

La statistique, du panoptisme à l'anoptisme

Même la statistique, critère de légitimité par excellence des savoirs et des politiques relatifs aux populations, est soumise, tant dans sa production que dans son usage et son interprétation, à cette plasticité des discours et des argumentaires. Il n'existe pas d'« évidence quantitative », au sens où une donnée d'observation serait en mesure de s'imposer en soi, par sa seule portée descriptive ou démonstrative. Cela ne veut pas dire que les indicateurs démographiques soient négligeables, ni que les discours sur la population puissent en quelque sorte flotter dans

(1) Pour une référence récente en France, cf. Yohann Aucante, « L'« hégémonie démocratique » : institutionnalisation des partis sociaux-démocrates suédois et norvégien comme partis d'État », thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2003.

un univers purement relativiste. Ils ne déterminent pas, en soi, la perception d'une population à un moment donné, mais fixent un ensemble de contraintes entre lesquels les argumentaires doivent se caler. Cette idée d'un entre-deux, d'une réalité qui « résiste » (Bruno Latour) sans jamais se laisser appréhender de manière univoque, est fondatrice des approches sociologiques de la science¹ : l'un des objectifs du présent volume est de montrer qu'elle doit être étendue à l'histoire des politiques publiques et des institutions, et de la mobilisation des savoirs dont elles s'accompagnent.

La population est un bon objet pour renvoyer dos à dos deux réductionnismes : le sociologisme, qui suppose que les savoirs ne sont qu'une rationalisation de rapports de force préexistants, et le scientisme, qui postule au contraire qu'un milieu savant peut appréhender une situation « à froid », hors de tout contexte social. Institutions, politiques et savoirs se construisent simultanément, selon des processus historiquement situés auxquels on peut donner le terme d'« intelligence » pour aller au-delà d'une distinction, donnée d'avance, entre « science pure » et « expertise »².

De ce modèle situé, qui prend au sérieux la spécificité des mesures quantitatives tout en réévaluant l'importance des constructions herméneutiques dont elles font l'objet, Anna Treves montre la pertinence pour la compréhension de la science et des politiques démographiques italiennes dans le second 20^e siècle. Leur principe même porte des décennies durant la marque infamante du fascisme : nous sommes ici au cœur de l'identification entre démographie – promue comme science du régime sous Mussolini – volonté de puissance et stigmatisation de populations jugées indésirables. De cette identification, l'Italie, comme l'Allemagne avec le nazisme, porte un écho particulièrement durable, même si celui-ci résonne dans bien d'autres pays, ou y resurgit à mesure que les historiens abordent la période des années sombres. Dans le cas italien, Anna Treves en montre les effets sur les démographes de la période de la « reconstruction ». Condamnés à la discrétion et à la modestie – l'idée même de « politique de population » est devenue taboue –, ils basculent de la dénonciation de la dénatalité à la hantise de la surpopulation, sans que la situation démographique du pays se soit brutalement infléchie. Ce redéploiement thématique est favorisé par l'environnement diplomatique de l'Italie atlantiste des années 1950 : il entre en congruence avec les politiques malthusiennes que les États-Unis s'efforcent alors de promouvoir aux

(1) Ludwik Fleck, *Entstehung und Entwicklung einer wissenschaftlichen Tatsache : Einführung in die Lehre vom Denkstil und Denkkollektiv*, Bâle, Schwabe, 1935 ; trad. fr., *id.*, *Genèse et développement d'un fait scientifique*, trad. de l'all. par Nathalie Jas, préf. d'Ilana Löwy, postf. Bruno Latour, Paris, Les Belles Lettres, 2005.

(2) Paul-André Rosental, *L'Intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003 ; François Buton, « De l'expertise scientifique à l'intelligence épidémiologique : l'activité de veille sanitaire », *Genèses*, 65, 2006, p. 71-91.

Nations unies. Mais une génération plus tard, dans les années 1970, âge d'or du « tiers-mondisme », c'est précisément par la dénonciation de cette politique américaine que la démographie italienne commence à revenir sur la scène publique... et à reconfigurer l'image que le pays a de sa population. Là encore, ce n'est pas par la seule vertu des chiffres, mais par un lent travail à l'intérieur puis à l'extérieur des cercles savants, que les démographes italiens imposent la perception d'un effondrement de la fécondité. Il aura fallu deux ou trois décennies, depuis les années 1970, pour que le monde politique transalpin puisse de nouveau évoquer un « péril » démographique, non sans un fond nationaliste dont Anna Treves s'efforce elle-même de déconstruire les attendus.

Prendre au sérieux la façon dont le chiffre est effectivement promu, mis en scène et utilisé dans le débat, plutôt que de le traiter comme un facteur de légitimité intrinsèque des politiques publiques, revient à refuser tout à la fois le fétichisme et la fascination du nombre et sa mise à l'écart historiographique, pour le traiter comme un élément à part entière de l'histoire culturelle et politique. Il s'agit, là encore, de refuser deux réductionnismes : celui de l'histoire quantitative de la période labrousienne, qui tout en idéalisant la mesure a contribué à l'extraire des autres formes de narration historique¹ ; et le modèle « postfoucauldien », qui voit dans la statistique le fer de lance d'une modernité panoptique mise au service du contrôle social et de l'enserrement des individus. De ce dernier schéma, il ne s'agit pas de nier la pertinence pour saisir certains usages de la quantification : le problème est plutôt que, par son caractère trop général et trop désincarné, par son mélange de dénonciation et de fascination, il empêche de poser la statistique tel un objet d'histoire comme un autre.

L'article de Raymond R. Gervais et Issiaka Mandé trace les limites d'une telle vision, dans leur étude sur la production et l'utilisation des statistiques de population dans l'ancienne Afrique occidentale française (AOF). Le cas est exemplaire : nous sommes en situation coloniale, dans un contexte où les dénombrements servent à une double ponction économique des populations, par l'impôt et par le travail forcé. Les attentes formulées de Paris en matière statistique objectivent un véritable rêve bureaucratique : des centaines de pages d'instructions, des modèles détaillés de tableaux statistiques, l'aspiration à un suivi presque continu des populations par un recensement annuel alors qu'il n'est que quinquennal en métropole. Mais si l'on glisse, avec les auteurs, de l'étude des recommandations administratives à celle des pratiques, on voit surgir, sous une forme presque pure, deux mécanismes qui sont à l'œuvre dans toute entreprise statistique. Le premier est l'interaction entre dénombreurs et dénombrés. Loin d'être neutre ou mécanique,

(1) Jacques Revel, « Ressources narratives et connaissance historique », *Enquête*, 1, 1995, p. 43-70.

elle est du ressort de l'anthropologie politique et laisse place à des stratégies de contournement et de résistance : les modalités de réalisation d'un recensement manifestent la plus ou moins grande adhésion des populations à un système politique¹.

Le second processus récurrent dans la production statistique, malgré sa banalité, est négligé dans beaucoup d'études : la quantification a un coût, au sens le plus large du terme. Le recueil statistique n'est pas infini, chacune des variables qui le composent fait l'objet d'une négociation serrée qui mêle, dans des proportions différentes selon les conditions de dénombrement, des arguments de nature financière, technique et savante. Si l'idée de contrôle doit garder sa pertinence comme horizon toujours possible de l'entreprise bureaucratique, il convient, dans beaucoup de situations historiques, de lui substituer la notion de *dosage*. Plus subtile, moins spectaculaire, elle correspond mieux aux contraintes des politiques publiques, tant dans la mesure que dans la gestion des phénomènes. Le cas de l'AOF est ici encore exemplaire, dans la façon à la fois dont les administrateurs coloniaux doivent faire sens de consignes irréalistes, et dont ils déterminent, au sens propre c'est-à-dire chiffré, des espèces de seuils optimaux d'exploitation des populations. Loin d'agir sans contraintes, ils sont en effet obligés de tenir compte des possibilités de résistance à un pouvoir abusif, ne serait-ce que par l'émigration vers les colonies britanniques ou portugaises.

Une autre raison amène à relativiser l'universalité du panoptisme statistique : celui-ci prête implicitement à la quantification un pouvoir effectif de dévoilement. Qui mesure, voit. Ce postulat, comme ceux qui précèdent, a pour seul fondement une fascination incontrôlée pour le chiffre : une part considérable de l'action publique et privée consiste non seulement à laisser des phénomènes dans l'ombre, mais même à les rendre délibérément opaques. C'est le sens de l'article, qu'avec Jean-Claude Devinck, je propose aux lecteurs dans le présent dossier, article dédié au dénombrement des cas de silicose dans les houillères françaises depuis 1945. Depuis son origine dans la loi de 1919, qui étend le régime de réparation des accidents du travail aux maladies professionnelles, l'enregistrement statistique de ce type d'affections est officiellement reconnu comme défectueux². Cette situation ne résulte pas de lacunes techniques, mais d'un dysfonctionnement structurel : à cause des modes de déclaration et d'indemnisation, mais aussi

(1) Morgane Labbé, *La Population à l'échelle des frontières. Une démographie politique de l'Europe contemporaine*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2000. Voir aussi François Ploux, « Politique, rumeurs et solidarités territoriales dans les résistances au recensement de 1841 », *Cahiers d'histoire*, 2, 1999, p. 237-266.

(2) De la cour des comptes à l'Inspection générale des affaires sociales en passant par le Sénat, plusieurs rapports montrent que cet état de fait perdure de nos jours. Sur la situation contemporaine, voir Marc-Olivier Déplade, « Codifier les maladies professionnelles : les usages conflictuels de l'expertise médicale », *Revue française de science politique*, 53 (5), octobre 2003, p. 707-735 ; et, dans une perspective historique, Stéphane Buzzzi, Jean-Claude Devinck et Paul-André Rosental, *La Santé au travail (1880-2006)*, Paris, La Découverte, « Repères », 2006.

des rapports de force entre les partenaires sociaux concernés, une partie considérable des maladies professionnelles ne sont pas officiellement reconnues comme telles, leur coût étant imputé à d'autres branches de la Sécurité sociale. Un cercle vicieux en résulte : faible incitation à la prévention, sous-information des salariés, difficulté d'accumuler des preuves épidémiologiques, *etc.* Le cas de la silicose, maladie du travail la plus mortelle à ce jour, permet de décomposer les attendus et les effets de cette opacité statistique, et de pointer par contraste le rôle de l'objectivation quantitative dans la promotion des causes collectives.

De la protection sociale à la segmentation et à la hiérarchie des populations

Le cas de la silicose renvoie à une autre dimension, tout aussi fondamentale. En distinguant les « silicosés », c'est-à-dire les salariés officiellement reconnus comme malades et indemnisés à ce titre, des silicosés (sans guillemets), c'est-à-dire des salariés malades mais non reconnus, éventuellement pris en charge par d'autres branches de la Sécurité sociale au titre de la maladie, de l'invalidité ou de la retraite, il rappelle à quel point la définition et la segmentation des populations sont fortement liées à l'expansion de la protection sociale au 20^e siècle. Cette remarque est de portée générale : si la démographie s'est construite sur une définition biologique de la population conçue dans l'entre-deux-guerres¹, si sa critique dans les années 1980 a tendu à l'associer plutôt à la volonté de pouvoir, de domination et de contrôle par l'État, une troisième dimension a été négligée par l'historiographie, à savoir les liens organiques entre population et protection sociale et sanitaire. Il est d'autant plus frappant que cette filiation conceptuelle, ancienne et récurrente, ait été largement occultée en France, qu'elle est porteuse de la signification et de l'intitulé même de « Sécurité sociale » en 1945 : fondatrice de la société contemporaine, elle articule à cette époque une volonté protectrice et redistributive avec une vocation nataliste, familialiste et même « qualitative » d'amélioration de la population².

L'article que consacre Luc Berlivet à la place de la démographie dans la lutte anti-alcoolique permet d'explicitier l'une des modalités de cette articulation, celle qui s'exerce autour de la notion d'hygiénisme social, et de la définition, « par en haut », de l'intérêt des populations et des normes qu'il convient de leur appliquer

(1) Sharon E. Kingsland, *Modeling Nature. Episodes in the History of Population Ecology*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

(2) Systématisée par Condorcet, il existe une manière « sociale » de penser la population et la « sécurité » des individus et des ménages. Mise en cause par Malthus, elle fonde une longue tradition conceptuelle qui parcourt l'histoire des politiques et des sciences sociales jusqu'à nos jours. Outre les références précédentes, voir Emma Rothschild, « Social Security and Laissez Faire in XVIIIth Century Political Economy », *Population and Development Review*, 21 (4), 1995, p. 711-744 ; Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard, 2004. Sur l'histoire longue des liens entre protection sociale et eugénisme, voir Olivier Dard, « L'arithmétique politique et la technocratie : la question de l'héritage », in Thierry Martin (dir.), *Arithmétique politique dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, INED, 2003, p. 511-526.

et de leur inculquer. L'auteur montre comment, à mesure que l'argumentaire démographique progresse dans la cause anti-alcoolique de l'entre-deux-guerres aux Trente Glorieuses, toute la façon de lier fléaux sociaux et problèmes d'hygiène publique se reformule. La montée en puissance des démographes de l'INED, leurs rapports de force avec les experts des autres institutions (Institut national d'hygiène), objectivent la façon dont un « problème » comme l'alcoolisme est susceptible de se construire et se reconstruire différemment à l'intérieur d'un univers réformateur dont les vecteurs (médecins et statisticiens, hygiénistes et natalistes, *etc.*), sont à la fois alliés et concurrents.

La formulation démographique du problème par le modèle de Sully-Ledermann à l'orée des années 1960 révèle une dimension tout aussi fondamentale, par sa manière d'établir le rapport entre comportements modaux (consommateurs moyens) et marginaux (très gros buveurs). Plus déductive qu'empirique, elle soulève la question des normes morales sous-jacentes au raisonnement scientifique, ainsi que des rapports entre masse et déviance, entre quantité et qualité : à ce titre, l'étude de la lutte anti-alcoolique est exemplaire des liens possibles entre démographie, protection sociale et sanitaire, et jugement porté sur des populations cibles.

La démonstration de Luc Berlivet repousse à égale distance relativisme et scientisme : la mainmise de la démographie sur la cause anti-alcoolique provient autant de l'efficacité politique des stratégies de ses promoteurs (Adolphe Landry, Alfred Sauvy, Robert Debré), que de son aptitude technique à gagner en précision dans la mesure des « facteurs de risque ». De même, angélisme et obsession du contrôle social sont renvoyés dos à dos. Si le lien entre souci du nombre et souci eugénique de la « qualité » est clairement affirmé, sa traduction effective reste limitée : quel que soit le crédit que le gouvernement d'Alger et la Libération, dont on connaît la pente interventionniste, prêtent à Robert Debré ¹, ils font barrage à son projet de « despotisme sanitaire » et cherchent explicitement à « insérer ce dictateur dans une construction politique non dictatoriale ».

Plus qu'une lecture unilatérale en terme de pulsion de contrôle et de puissance, on retrouve, encore une fois, la notion de « dosage » dans l'action publique : la population est à la fois un bon objet pour suivre l'arbitrage entre volontarisme et économies de moyens, et pour observer à quelles conditions cette tempérance, délibérée ou contrainte, peut basculer à tout moment vers des tendances autoritaires ou répressives. Il existe en somme un lien indissoluble entre protection, segmentation et hiérarchie des populations, mais sa nature oscille en permanence en vertu des rapports de force institutionnels et politiques, et des modes d'objectivation savante qui les accompagnent et qui les guident. À ce titre, la protection

(1) Anne Simonin, « Le Comité médical de la Résistance : un succès différé », *Le Mouvement social*, 180 (3), 1997, p. 159-178.

sociale collective ne saurait être abordée par l'historien comme une forme politique uniment rassurante, innocente ou neutre par nature : comme les objectifs de puissance, ses effets sur la façon de penser et de façonner les populations sont multiformes et historiquement situés.

L'article de Petra Overath sur la manière dont les experts allemands de l'entre-deux-guerres ont perçu et traduit dans leurs catégories les politiques démographiques françaises de leur époque, en donne une illustration. Tout en pointant un cas extrême et unique, il grossit et rend visibles les connexions entre protection et hiérarchisation des populations qui, sous une forme plus inoffensive que dans l'Allemagne nazie, se retrouvent dans bien d'autres contextes. Dans le jeu de miroirs qu'ils entretiennent au lendemain de la première guerre mondiale avec la France, vue à la fois comme une source d'inspiration et un repoussoir, des experts comme le médecin et économiste politique Hans Harmsen mettent la protection sociale et l'assistance au service d'une espèce d'« eugénisme anticapitaliste » (Peter Weingart). Effondrement économique aidant, ils classent personnes et groupes en fonction de leur valeur relative supposée pour la communauté. Au nom de la primauté absolue des intérêts supposés de l'État et des « générations futures », une politique démographique « qualitative » entend assujettir l'assistance aux individus à leur capacité supposée à « retrouver leur productivité », en n'hésitant pas à envisager la stérilisation pour les « inefficaces ». On retrouve ici le lien entre pensée des marges – ou des marginaux – et pensée des masses : l'un des intérêts de l'article de Petra Overath est d'explicitier clairement le volet sombre d'une politique de santé publique et de « vitalité » ancrée, négativement, sur l'aversion envers les populations pauvres, dont la misère est vue comme une violation des droits du « corps du peuple »¹.

S'il établit un pont avec les sociétés contemporaines, c'est que cet impensé de « l'amélioration » des populations exacerbe la capacité de l'État providence à légitimer une idée de « valeur économique et sociale », classant et hiérarchisant les individus et les groupes. Éric Godelier, dans son article sur l'usage contemporain de la pyramide des âges en entreprise, montre ainsi comment l'emploi d'un indicateur statistique, apparemment familier et indiscutable, affecte la perception d'un problème social et en préfigure la « solution ». Au-delà du fétichisme de l'outil statistique est ici en cause la naturalisation d'une variable, l'âge, et d'une population, les « seniors », par la démographie. À tout ce qui constitue la politique des âges en entreprise vient se substituer une notion biologisante et univoque

(1) Parmi des réflexions récentes, voir Jean Gayon et Daniel Jacobi (dir.), *L'Éternel retour de l'eugénisme*, Paris, PUF, 2006 ; et l'essai de Catherine Chalier qui, *via* la mythologie séraphique, examine l'aspiration de nos sociétés à l'éradication de la maladie et des dysfonctionnements physiques (Catherine Chalier, *Des anges et des hommes*, Paris, Albin Michel, 2007).

d'obsolescence par le vieillissement, qui permet de légitimer la mise à l'écart anticipée du marché du travail¹. La progression salariale, l'entretien de la productivité, la protection de la santé au travail : tous ces paramètres, qui façonnent et diversifient les parcours des salariés, sont ici occultés et inversés par l'émergence d'une catégorie à prétention démographique.

La portée de la démonstration est générale. D'une part, elle rappelle que les entreprises, au même titre que l'État, « fabriquent » les populations. D'autre part, elle souligne que l'invocation de contraintes dirimantes comme le vieillissement est aussi une façon, souvent intéressée, de masquer par un argumentaire démographique déterministe, les choix politiques sous-jacents à la fabrication des populations. La place jouée par les dispositifs de retraite et de préretraite dans ces classements par l'âge indique une tendance croissante dans les pays industrialisés : la protection sociale contribue désormais à la stratification sociale au même titre que le statut socioprofessionnel, qui régnait presque sans partage depuis la fin du 19^e siècle. Gestion des âges aidant, tant à l'entrée (formation initiale) qu'à la sortie (retraite) du cycle de vie professionnel, la combinatoire entre démographie, protection sociale et marché du travail est au principe de l'autofabrication des sociétés contemporaines.

Historiquement, le développement des assurances sociales est allé de pair, après la première guerre mondiale, avec un déplacement de l'argumentaire nataliste : à l'idéal de puissance économique et militaire s'est progressivement substitué un raisonnement en termes d'interdépendance entre le bien-être des générations successives, qui garantit la notion même de lien social. On l'oublie parfois, l'une des conditions de possibilité du développement des systèmes de retraite par répartition à la Libération a été la ruine des formules de capitalisation à l'occasion de la guerre. La capacité des formes d'assurance retraite collective aux États-Unis à résister aux tentatives de basculer les prestations vers l'assurance individuelle, suggère qu'un tel choix n'est amendable qu'à la marge². Le lien financier établi entre les générations étant pour ainsi dire irréversible, ce sont les modalités et les principes de son activation qui, de nos jours, sont au cœur du débat politique.

La « gestion », l'« optimisation » de cette nécessaire solidarité intergénérationnelle, engagent le fait de concevoir (politiques des naissances), d'apprendre (politiques d'éducation et de formation continue), de s'entretenir (politiques de

(1) Sur l'importance de cette politique des âges pour penser la crise du marché de l'emploi depuis une génération, voir Jérôme Gautié, *Déstabilisation des marchés internes et gestion des âges sur le marché du travail*, Noisy-le-Grand, Centre d'études sur l'emploi, 2002. Sur la construction sociale de la notion de vieillissement, voir Patrice Bourdelais, *Le Nouvel Âge de la vieillesse. Histoire du vieillissement de la population*, Paris, Odile Jacob, 1993.

(2) Voir Lucy apRoberts, *Les Retraites aux États-Unis, sécurité sociale et fonds de pension*, Paris, La Dispute, 2000 ; et ses rapports ultérieurs auprès du Conseil d'orientation des retraites.

santé publique), de se déplacer (politiques migratoires), de travailler (politiques des sexes et des âges en entreprise). Chacune de ces dimensions requiert de trancher entre des légitimités politiques conflictuelles. Faut-il inciter à faire naître, ou traiter le « projet familial » comme un choix des ménages, impénétrable à l'État ? Peut-on, comme le montre l'article de Luc Berlivet, décourager des comportements au nom de la santé publique, sans ostraciser des populations ? Doit-on, comme le rappelle Anna Treves, distinguer, même tacitement, entre enfants de nationaux et immigrants ? La difficulté de ces arbitrages est au cœur de la redéfinition en cours des mouvements réformistes et progressistes dans les pays industrialisés : ceux-ci doivent faire la part entre le souhait de cimenter le lien social par une solidarité financière collective, comme c'est le cas depuis un siècle, ou, dans une perspective plus « moderne-libérale » (Nicolas Dodier), de lutter pour l'autonomie et l'épanouissement individuels.

Le présent dossier vise de ce point de vue à jeter les bases d'une histoire désenclavée. À condition de traiter les politiques démographiques, sociales et sanitaires comme un tout indissociable ; de les articuler avec les savoirs, y compris quantitatifs, sans pour autant les fétichiser ; d'insister sur la plasticité des classements et des usages idéologiques, cette histoire renouvelée des populations offre à l'historien une clé d'accès aux dynamiques qui, en permanence, fabriquent, recomposent et segmentent les sociétés contemporaines¹.

(1) J'adresse tous mes remerciements à Jean-Pierre Rioux, qui est à l'origine de ce dossier, et à Olivier Wieviorka, qui en a suivi la réalisation avec une grande disponibilité. Cet article et ce projet ont été conçus dans le cadre collectif du groupe ESOPP (CRH-EHESS) et de l'unité Histoire et Population de l'INED. J'ai également bénéficié de stimulantes discussions au sein du Centre for Health, Medicine and Society de l'université d'Oxford-Brookes, grâce à l'invitation de Steven King à qui j'exprime ma vive reconnaissance.